

Le 1^{er} novembre 2005

Le très honorable Paul Martin
Premier ministre
Gouvernement du Canada
Édifices du Parlement
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Premier ministre,

Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies vient de publier ses Observations finales suite à son examen du cinquième rapport du Canada sur le respect du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*.

Le Comité des droits de l'homme est gravement préoccupé par la performance du Canada en matière de droits de la personne. Il s'inquiète notamment des problèmes suivants:

- L'omission persistante du Canada de respecter le droit à l'autodétermination des peuples autochtones
- Des politiques qui équivalent à l'extinction des droits des autochtones
- L'omission du Canada de conclure une entente avec la bande des Lubicons malgré la décision rendue précédemment par le Comité concernant les droits de cette bande
- L'omission de protéger les langues autochtones
- La pauvreté, la violence et la discrimination juridique patente subies par les femmes autochtones
- L'envoi de citoyens canadiens à la torture dans d'autres pays
- Les détentions en vertu de « certificats de sécurité »
- La définition imprécise du « terrorisme » dans la *Loi antiterroriste*
- La non-divulgence des éléments de preuve dans les causes de sécurité nationale
- L'absence d'accès à des mesures de redressement en matière de droits de la personne et à l'aide juridique
- Le traitement discriminatoire des détenues
- Les arrestations à grande échelle de manifestants et de manifestantes
- L'omission de fournir aux personnes atteintes d'incapacités mentales des logements dans la communauté en nombre suffisant, ce qui entraîne des détentions arbitraires et discriminatoires
- Les répercussions négatives sur les femmes et les autres groupes vulnérables des coupures drastiques à l'aide sociale et aux programmes sociaux

Étant donné le nombre et l'importance des lacunes identifiées, nous croyons que le gouvernement du Canada doit réagir sérieusement et systématiquement aux recommandations du Comité. À cette fin, nous présentons trois requêtes.

Premièrement, nous demandons un examen par le Parlement des recommandations du Comité des droits de l'homme pour permettre aux membres du Parlement et à la population canadienne de se familiariser avec les lacunes identifiées quant à la performance du Canada en matière de droits de la personne et avec les recommandations du Comité. Nous rappelons que l'honorable Hedy Fry a promis, au nom du Canada, la tenue d'un tel examen lors de sa comparution devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU en 1999. Cet examen n'a jamais eu lieu.

Deuxièmement, nous demandons la mise en œuvre immédiate des recommandations du Comité. Si le gouvernement du Canada considère que certaines de ces recommandations ne peuvent être immédiatement mises en application, nous demandons à connaître lesquelles, les raisons invoquées pour ce délai et l'élaboration d'un plan d'action accompagné d'un échéancier pour leur mise en œuvre.

Notre troisième demande touche les problèmes de mise en application. Une préoccupation importante du Comité est énoncée dans les alinéas liminaires de ses Observations finales. On y rappelle que le Canada n'a pas mis en application les précédentes recommandations du Comité et n'a pas de procédures établies pour pallier les lacunes de sa performance en matière de droits de la personne, lorsque ces dernières sont identifiées par les organes d'experts des Nations Unies qui examinent le cas du Canada. Le Comité émet la recommandation suivante:

L'État partie devrait mettre en place des procédures visant à assurer la supervision de la mise en application du Pacte, incluant, particulièrement, un mécanisme de rapport public concernant toute lacune identifiée. De telles procédures devraient être menées avec transparence et imputabilité, et garantir l'entière participation de tous les échelons du gouvernement et de la société civile, y compris les peuples autochtones. [TRADUCTION]

Nous souhaitons collaborer avec vous à la mise en place d'un processus de supervision sérieux, participatif et transparent en vue de donner suite à cette recommandation fondamentale. L'élaboration de procédures visant à assurer l'entière mise en application des droits de la personne énoncés dans les traités internationaux ratifiés par le Canada, particulièrement en ce qui a trait à l'identification et la rectification des violations, est essentielle pour maintenir un respect véritable des droits de la personne. Nous aimerions collaborer avec vous à la conception formelle de ce mécanisme de supervision et d'un mode de participation efficace des organisations non-gouvernementales œuvrant pour la défense des droits de la personne.

Nous savons que l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale réclame depuis plus de deux ans l'adoption de mesures sérieuses et systématiques en réponse aux recommandations émises en 2003 par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des Nations Unies. Nous disposons aujourd'hui des Observations finales du Comité des droits de l'homme des Nations Unies qui soumet de nouvelles recommandations et en répète d'autres plus anciennes, encore à mettre en œuvre. Il est

inacceptable que le Canada continue à surseoir à la mise en application de ses obligations en matière de droits internationaux de la personne. À notre avis, il est temps pour le gouvernement du Canada de combler l'écart et de prendre au sérieux les obligations qui lui incombent eu égard aux traités qu'il a ratifié en matière de droits internationaux de la personne. Nous espérons collaborer avec vous pour y parvenir.

Cordialement vôtre,

Vinsse Calder Head, Comité de la Charte et des questions de pauvreté
Ed Bianchi, KAIROS
Kim Pate, Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry
Shelagh Day, Alliance canadienne féministe pour l'action internationale
Alex Neve, Amnesty International
Kathy Laird, Centre ontarien de défense des droits des locataires
Centre pour l'égalité des droits au logement
Poverty and Human Rights Centre
Pierre Louis Fortin, La Ligue des Droits et Libertés
Margaret Parsons, African-Canadian Legal Clinic